

Sécurité en ligne

- 2021 a vu confirmer la tendance de la hausse constante des arnaques via phishing par e-mail.
- La Federal Computer Crime Unit (FCCU) a ouvert 18 nouveaux dossiers d'enquête.
- La Police Judiciaire Fédérale a participé aux côtés de ses partenaires à de nombreuses campagnes publiques de sensibilisation à la cybersécurité pour les particuliers et les entreprises.

Recherche sur Internet

La section i2-IRU (Internet Referral Unit) de la Direction de la lutte contre la criminalité grave et organisée (DGJ/DJSOC) assure différentes missions :

- la recherche sur Internet ;
- le blocage de sites et/ou de contenus en collaboration avec les fournisseurs d'accès et les plates-formes Internet ;
- la communication en matière de prévention ;
- la formation, l'information et le partage d'expertise ;
- la participation aux actions d'Europol.

Pour les dossiers Terro (propagande terroriste et activités extrémistes violentes apparentées sur Internet), l'i2-IRU travaille avec l'Internet Referral Unit créée par Europol (IRU EU). Europol dispose d'un outil automatisé pour rendre inaccessible la propagande une fois détectée. Les dossiers liés à la Belgique sont ensuite traités par l'i2-IRU.

En 2021, sur la base d'une évaluation policière, l'i2-IRU a détecté 367 contenus Terro, dont 183 ont été retirés sur base volontaire par le fournisseur d'accès ou la plateforme de publication.

L'i2-IRU a également détecté 82 *fake news* qui ont engendré des demandes de retrait. À 16 reprises, elles ont volontairement été retirées par les plateformes.

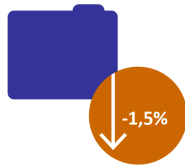
Détection et blocage de sites/contenus en ligne	2021
IRU - Terro	367 (183 retraits)
IRU - Hate speech	232 (31 retraits)
IRU - Fake news	82 (16 retraits)
IRU - Covid-19	105 (28 retraits)

Parallèlement à la détection et au blocage de contenus en ligne sur la base d'une évaluation policière, la section i2-IRU fournit un appui aux unités d'enquête. En 2021, le nombre de dossiers dans ce domaine est resté stable.

L'évolution concerne les catégories de dossiers par rapport au contexte de pandémie et de confinement. Le phénomène majeur notable en 2021 est celui d'un phishing (arnaque par courrier électronique) qui a circulé tout au long de l'année, usurpant les noms de personnalités policières comme Marc De Mesmaeker, le commissaire général, Eric Snoeck, le directeur général de la Police Judiciaire Fédérale ou encore Catherine De Bolle, l'ancienne commissaire générale.

Malgré de nombreuses communications en Belgique et en France au sujet de cette arnaque, i2-IRU a géré près d'une centaine de cas en étroite collaboration avec la France, d'où provenaient la majorité des courriers reçus.

1 082



dossiers

Appui d'i2-IRU aux enquêtes (nombre de dossiers)	2019	2020	2021
Terrorisme	314	244	286
Information	132	151	134
Fraudes	118	194	144
Vols	91	32	23
Tentatives de suicide	66	69	65
Abus sexuels sur mineurs	54	53	52
Traite des êtres humains	47	35	36
Stupéfiants	40	57	42
Ordre public	40	97	47
Haine en ligne	37	47	30
Cybercriminalité	31	37	40
Armes	26	20	25
Disparitions	/	23	20
Hormones	13	15	11
Meurtres	2	16	20
Patrimoine	/	6	4
Fake news (appel à émeute, faux médicaments)	/	2	2
Revenge porn	/	1	12
Gestion escroqueries (phishing par e-mail) du type "brigade des mineurs"	/	/	89
Total	1 011	1 099	1 082

Depuis le 1er novembre 2021, la police belge dispose d'ailleurs d'un quatrième fonctionnaire de contact au sein d'Europol à La Haye. Il a été affecté plus précisément à la Joint Cybercrime Task Force, soutenue par les États membres de l'UE dans la lutte contre les formes graves de cybercriminalité.

Federal Computer Crime Unit

La Federal Computer Crime Unit (FCCU) a pour mission de lutter contre les formes complexes et organisées de cybercriminalité, en particulier lorsque celles-ci ont un impact sur les infrastructures critiques ou les fournisseurs de services essentiels. Parallèlement, la FCCU a développé une expertise dans certaines matières de haute technologie et elle fournit un appui spécialisé aux services d'enquête centraux et aux services d'inspection (AIG/Comité P) pour

analyser des supports de données numériques. Enfin, la FCCU collabore avec la Direction de la communication (CGC) pour informer et sensibiliser la population au sujet de la cybersécurité, des tendances numériques actuelles et de la sécurité en ligne, notamment via les canaux de la Police Fédérale sur les médias sociaux.

En 2021, 18 nouveaux dossiers d'enquête ont été ouverts par la FCCU.

